

**AMNESTY INTERNATIONAL**  
BULLETIN D'INFORMATIONS 125/98

ISRAËL / SUD DU LIBAN

Des vies humaines comme « monnaie d'échange »

Index AI : MDE 15/54/98

Amnesty International a salué aujourd'hui la libération de 60 prisonniers libanais, mais regrette qu'Israël n'ait pas relâché tous les ressortissants libanais qu'il retient en otages, notamment les 21 personnes incarcérées sur le territoire de l'État hébreu ainsi que d'autres prisonniers détenus sans inculpation ni jugement au centre de détention de Khiam, situé dans la partie sud du Liban occupée par Israël.

« L'État hébreu lui-même reconnaît détenir des Libanais pour les utiliser comme "monnaie d'échange" ; ils ne sont pas incarcérés en raison de leurs actes mais pour pouvoir être échangés contre des soldats israéliens portés disparus ou tués au Liban, a déclaré Amnesty International. Voilà maintenant dix ans que la plupart d'entre eux ont été placés en détention secrète et à l'isolement. Les otages doivent-ils passer dix années supplémentaires en prison avant d'être relâchés ? Cette situation doit cesser. »

L'organisation de défense des droits humains condamne la pratique de la prise d'otage et appelle à la libération immédiate et inconditionnelle de tous ceux qui sont retenus.

L'actuel échange de prisonniers, organisé par l'entremise du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), intervient après des mois de négociations, engagées à la suite d'un raid lancé par Israël au Liban en septembre 1997, au cours duquel 12 soldats israéliens avaient été tués. Les 60 détenus libanais relâchés aujourd'hui (10 de lieux de détention israéliens et 50 de Khiam) l'ont été en échange du corps d'Itamar Ilya, soldat israélien mort pendant cette attaque. Par ailleurs, les dépouilles de 40 Libanais morts au combat en s'opposant à l'occupation par l'État hébreu du Sud du Liban ont été restituées à ce pays.

La plupart des 21 ressortissants libanais toujours retenus en otages sur le territoire israélien se trouvent dans la prison d'Ayalon, à Ramleh ; deux d'entre eux, Mustapha Dirani et le Cheikh Abd al-Karim Obeid, sont détenus dans un endroit secret et privés de tout contact avec le CICR. Certains de ces prisonniers libanais sont maintenus en détention depuis plus de dix ans sans inculpation ni jugement ; d'autres sont toujours incarcérés alors que leur peine a expiré depuis dix ans. En novembre 1997, la Haute cour de justice israélienne a statué qu'il était légitime de les maintenir en détention en vue de les utiliser comme « monnaie d'échange ». Cette décision de justice, qui était demeurée secrète, n'a été rendue publique qu'en mars 1998.

« Toute prise d'otages par un groupe armé est universellement condamnée, a souligné Amnesty International. Un être humain n'est pas une "monnaie d'échange" et ne doit pas être traité comme telle. »

Amnesty International appelle le gouvernement israélien à remettre en liberté tous les otages et à respecter les dispositions des instruments internationaux relatifs aux droits humains qu'il a ratifiés, aux termes desquels nul ne doit être détenu arbitrairement et toute personne appréhendée doit être jugée dans un délai raisonnable ou relâchée.

« En déclarant que les prisonniers libérés de Khiam ont été relâchés "par l'Armée du Liban-Sud" (ALS), Israël tente de préserver la fiction selon laquelle Khiam ne dépend pas de son autorité, a affirmé Amnesty International. Il n'en demeure pas moins qu'en tant que puissance d'occupation de la zone de sécurité qu'il a instituée unilatéralement dans le Sud du Liban, où

se trouve Khiam, l'État hébreu est directement responsable de ce centre de détention ainsi que des agissements des miliciens par procuration de l'ALS. »

### **Rappel des faits**

Un seul des détenus présumés être retenus en otages a été relâché. Il s'agit de Hussein Mikad, ressortissant libanais maintenu en détention administrative depuis mai 1996 ; il avait alors été appréhendé après qu'une bombe, qu'il destinait apparemment à un attentat, eut explosé accidentellement dans son hôtel, à Jérusalem-Est. Il a perdu l'usage de ses jambes et de ses yeux dans l'explosion. Il semble que les autres prisonniers libanais libérés de lieux de détention israéliens figurent au nombre d'une quarantaine de personnes enlevées au Liban au cours des vingt dernières années, incarcérées dans l'attente de leur jugement ou après avoir été condamnées par des tribunaux militaires.

Cinquante détenus ont été libérés du centre de détention de Khiam, situé dans le sud du Liban et administré par l'Armée du Liban-Sud (ALS), milice alliée de l'État hébreu. Une centaine d'autres prisonniers libanais, dont des femmes et des mineurs, y sont toujours incarcérés. Tous les prisonniers y sont détenus sans inculpation ni jugement, dans l'illégalité la plus totale, et sont systématiquement soumis à la torture. Privés de tout contact avec l'extérieur, en particulier avec leurs proches et le CICR, de 1987 à 1995, ils se trouvent à nouveau dans la même situation depuis septembre 1997.

Des ressortissants de l'État hébreu ont également été placés en détention ou ont "disparu" après avoir été capturés par des groupes armés libanais. Ainsi, Zachary Baumel, Zvi Feldman et Yehuda Katz, trois militaires israéliens, ont été portés manquants le 11 juin 1982. Leur sort n'a jamais été élucidé. On sait par ailleurs que Ron Arad, navigateur d'un appareil de l'armée de l'air israélienne porté disparu le 16 octobre 1986, a été capturé vivant et fait prisonnier. Si l'un de ces hommes est retenu en otage, ils doit être libéré immédiatement. I